

# Comptes consolidés 2020



## État de la situation financière en millions de dirhams

ACTIF (en millions MAD)	Note	31/12/2019	31/12/2020
Goodwill	3	9 201	9 315
Autres immobilisations incorporelles	4	8 808	8 120
Immobilisations corporelles	5	31 037	28 319
Droit d'usage de l'actif	34	1 630	1 592
Titres mis en équivalence	6	0	0
Actifs financiers non courants	7	470	654
Impôts différés actifs	8	339	580
<b>Actifs non courants</b>		<b>51 485</b>	<b>48 579</b>
Stocks	9	321	271
Créances d'exploitation et autres	10	11 380	11 816
Actifs financiers à court terme	11	128	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 483	2 690
Actifs disponibles à la vente		54	54
<b>Actifs courants</b>		<b>13 365</b>	<b>14 960</b>
<b>Total actif</b>		<b>64 851</b>	<b>63 540</b>

PASSIF (en millions MAD)	Note	31/12/2019	31/12/2020
Capital		5 275	5 275
Réserves consolidées		4 069	2 023
Résultats consolidés de l'exercice		2 726	5 423
Capitaux propres - part du Groupe	13	12 069	12 721
Intérêts minoritaires		3 934	3 968
<b>Capitaux propres</b>		<b>16 003</b>	<b>16 688</b>
Provisions non courantes	14	504	521
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	15	4 178	4 748
Impôts différés passifs	8	258	45
Autres passifs non courants		0	0
<b>Passifs non courants</b>		<b>4 939</b>	<b>5 314</b>
Dettes d'exploitation	16	23 794	24 007
Passifs d'impôts exigibles		733	671
Provisions courantes	14	4 634	1 247
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	15	14 748	15 612
<b>Passifs courants</b>		<b>43 908</b>	<b>41 538</b>
<b>Total passif</b>		<b>64 851</b>	<b>63 540</b>

## État de résultat global en millions de dirhams

(En millions MAD)	Note	31/12/2019	31/12/2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	17	<b>36 517</b>	<b>36 769</b>
Achats consommés	18	-5 670	-5 416
Charges de personnel	19	-3 098	-3 005
Impôts, taxes et redevances	20	-3 183	-3 344
Autres produits et charges opérationnels	21	-5 610	-8 746
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et aux provisions	22	-10 724	-4 240
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>8 231</b>	<b>12 018</b>
Autres produits et charges des activités ordinaires		-11	-1 513
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	23	0	0
<b>Résultat des activités ordinaires</b>		<b>8 220</b>	<b>10 505</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2	17
Coût de l'endettement financier brut		-756	-888
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-754</b>	<b>-871</b>
Autres produits et charges financiers		-38	26
<b>Résultat financier</b>	24	<b>-792</b>	<b>-844</b>
Charges d'impôt	25	-3 830	-3 372
<b>Résultat net</b>		<b>3 598</b>	<b>6 289</b>
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		-226	134
Autres produits et charges du résultat global		43	-14
<b>Résultat net global</b>		<b>3 415</b>	<b>6 409</b>
<b>Résultat net</b>		<b>3 598</b>	<b>6 289</b>
Part du groupe		2 726	5 423
Intérêts minoritaires	26	873	866
<b>Résultat net global</b>		<b>3 415</b>	<b>6 409</b>
Part du groupe		2 604	5 511
Intérêts minoritaires	26	811	899
<b>RÉSULTATS PAR ACTION</b>		<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
Résultat net - Part du Groupe (en millions MAD)		2 726	5 423
Nombre d'actions au 31 décembre		879 095 340	879 095 340
<b>Résultat net par action</b>	27	<b>3,10</b>	<b>6,17</b>
<b>Résultat net dilué par action</b>	27	<b>3,10</b>	<b>6,17</b>

- Au 31 décembre 2020 le Groupe Maroc Telecom a réalisé un chiffre d'affaires de 36 769 millions de dirhams, en hausse de 0,7%. La hausse du chiffre d'affaires des filiales Moov Africa et du Haut Débit Fixe au Maroc compense le ralentissement des activités Mobile au Maroc, fortement impactées par le contexte concurrentiel.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020 AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Itissalat Al-Maghrib S.A et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 16 688 millions de dirhams dont un bénéfice net consolidé de 6 289 millions de dirhams.

Ces états ont été arrêtés par le Directeur le 26 janvier 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
<p><b>Reconnaissance du chiffre d'affaires des activités de télécommunication</b></p> <p>Le montant du chiffre d'affaires dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 s'élève à Dirhams 36 769 millions.</p> <p>Il existe un risque inhérent à la reconnaissance du chiffre d'affaires comptabilisé, compte tenu de la multitude des produits et services, de la complexité des systèmes d'information et de l'impact de l'évolution des modèles de tarification (structures tarifaires, systèmes d'incitation, rabais, etc.).</p> <p>L'application des normes comptables de reconnaissance des revenus implique un certain nombre de jugements et d'estimations clés.</p> <p>De ce fait, nous considérons le chiffre d'affaires issu des activités de télécommunication comme une question clé de notre audit.</p> <p>Les méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont détaillées dans la note 3.15 des états financiers consolidés.</p>	<p>Nous avons, avec l'assistance de nos spécialistes IT (Information Technology), procédé à un examen des processus et des contrôles clés mis en place par le Groupe, y compris les systèmes informatiques utilisés aux fins de la reconnaissance du chiffre d'affaires.</p> <p>En particulier, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pris connaissance de l'environnement de contrôle général, notamment informatique, mis en place par le Groupe ;</li> <li>- Identifié et évalué les contrôles clés mis en place par le groupe et pertinents pour notre audit ;</li> <li>- Testé le fonctionnement des contrôles pertinents, notamment sur les systèmes applicatifs entrant dans le processus de génération, d'évaluation et de comptabilisation du chiffre d'affaires ;</li> <li>- Réalisé des procédures analytiques et testé un échantillon d'écritures manuelles en fin de période.</li> </ul>
<p><b>Évaluation du goodwill</b></p> <p>Dans le cadre de son développement, le Groupe a été amené à réaliser des opérations de croissance externe et à reconnaître plusieurs goodwills.</p> <p>Ces goodwills, qui correspondent à l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs repris, sont décrits dans la note 3 aux états financiers consolidés.</p> <p>La direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur comptable des goodwills rattachés à chaque unité génératrice de trésorerie (UGT), figurant au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant de Dirhams 9 315 millions, n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur.</p> <p>Les modalités du test de dépréciation et le détail des hypothèses retenues mis en œuvre sont décrits en note 3.</p> <p>La valeur recouvrable est déterminée par référence à la valeur d'utilité calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs la composant.</p> <p>La détermination de la valeur recouvrable des goodwills repose sur le jugement de la direction, s'agissant notamment des hypothèses de résultats futurs des sociétés concernées et du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prévisionnels.</p> <p>Nous considérons de ce fait l'évaluation des goodwills comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur.</p> <p>Nous avons également effectué un examen des procédures relatives aux tests de dépréciation des goodwills et vérifié notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable de chaque UGT testée et la cohérence des modalités de détermination de cette valeur avec celles des projections des flux de trésorerie retenues pour déterminer la valeur d'utilité ;</li> <li>- Le caractère raisonnable des projections de flux de trésorerie et la fiabilité des estimations en examinant les principales raisons des différences entre les prévisions et les réalisations ;</li> <li>- La cohérence de ces projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction ;</li> <li>- La cohérence du taux de croissance retenu pour les flux projetés avec les analyses de marché ;</li> <li>- Le calcul du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie attendus de chaque UGT ;</li> <li>- L'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par la direction à une variation des principales hypothèses retenues.</li> <li>- Enfin nous avons vérifié que la note 3 donne une information appropriée.</li> </ul>

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Débitte Angit  
  
 Soufiane BENSOUIDA KORACHI  
 Associé

Coopers Audit Maroc S.A  
 COOPERS AUDIT MAROC S.A  
 Siège Social: 85 Avenue Hassan I  
 Casablanca  
 Abdeslam ALBERTINI 7 47  
 Associé

# Comptes sociaux 2020

## Bilan en milliers de dirhams

ACTIF	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT		PASSIF	EXERCICE		EXERCICE	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET 31/12/2019		NET 31/12/2019	EXERCICE	EXERCICE	
<b>IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)</b>	<b>1 500 000</b>	<b>300 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0</b>	<b>CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>14 603 256</b>	<b>13 224 863</b>		
. Frais préliminaires	0	0	0	0	. Capital social ou personnel (1)	5 274 572	5 274 572		
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 500 000	300 000	1 200 000	0	. Moins : Actionnaires, Capital souscrit non appelé	0	0		
. Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	. Capital appelé, dont versé	0	0		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>12 086 410</b>	<b>10 005 815</b>	<b>2 080 595</b>	<b>2 305 319</b>	. Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	0		
. Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	. Ecarts de réévaluation	0	0		
. Brevets, Marques, Droits et valeurs similaires	11 821 162	9 935 216	1 885 946	1 886 639	. Réserve légale	527 457	879 095		
. Fonds commercial	70 717	70 598	119	864	. Autres réserves	2 552 808	3 811 903		
. Autres immobilisations incorporelles	194 531	0	194 531	417 816	. Report à nouveau (2)	0	0		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>71 977 666</b>	<b>56 239 641</b>	<b>15 738 026</b>	<b>17 688 321</b>	. Résultat net en instance d'affectation (2)	0	0		
. Terrains	955 383	0	955 383	955 383	. Résultat net de l'exercice (2)	6 248 419	3 259 293		
. Constructions	8 102 687	5 331 660	2 771 028	2 806 147	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
. Installations Techniques, Matériel et Outillage	56 427 966	46 060 534	10 367 432	11 639 908	. Subventions d'investissement	0	0		
. Matériel de Transport	279 237	83 796	195 441	208 030	. Provisions réglementées	0	0		
. Mobiliers, Matériel de Bureau et Aménagements Divers	4 966 801	4 562 406	404 395	432 710	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>6 874</b>	<b>6 874</b>		
. Autres Immobilisations Corporelles	11 048	0	11 048	11 048	. Emprunts obligataires	0	0		
. Immobilisations Corporelles en cours	1 234 545	201 245	1 033 300	1 635 097	. Autres dettes de financement	6 874	6 874		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)</b>	<b>12 409 024</b>	<b>193 074</b>	<b>12 215 950</b>	<b>13 421 598</b>	<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>14 710</b>	<b>35 414</b>		
. Prêts Immobilisés	649 437	0	649 437	1 779 880	. Provisions pour risques	1 378	21 017		
. Autres Créances Financières	4 084	0	4 084	4 084	. Provisions pour charges	13 332	14 396		
. Titres de participation	11 755 503	193 074	11 562 429	11 637 634	<b>ECART DE CONVERSION - PASSIF (E)</b>	<b>3 784</b>	<b>0</b>		
. Autres Titres Immobilisés	0	0	0	0	. Augmentation des créances immobilisées	3 784	0		
<b>ECART DE CONVERSION-ACTIF (E)</b>	<b>1 378</b>	<b>0</b>	<b>1 378</b>	<b>21 017</b>	. Diminution des dettes de financement	0	0		
. Diminution des Créances Immobilisées	1 378	0	1 378	21 017	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>14 628 624</b>	<b>13 267 151</b>		
. Augmentation des Dettes de Financement	0	0	0	0	<b>DETTES DUPASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>13 026 067</b>	<b>13 213 682</b>		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>97 974 479</b>	<b>66 738 529</b>	<b>31 235 949</b>	<b>33 436 256</b>	. Fournisseurs et comptes rattachés	6 700 916	7 111 716		
<b>STOCKS (F)</b>	<b>213 236</b>	<b>112 372</b>	<b>100 865</b>	<b>173 090</b>	. Clients créditeurs, avances et acomptes	82 047	82 480		
. Marchandises	142 166	95 273	46 893	100 956	. Personnel	1 050 832	1 059 639		
. Matières et Fournitures Consommables	71 070	17 099	53 971	72 135	. Organismes sociaux	85 582	88 424		
. Produits en cours	0	0	0	0	. Etat	2 912 001	2 790 460		
. Produits Intermédiaires et Produits résiduels	0	0	0	0	. Comptes d'associés	1	1		
. Produits Finis	0	0	0	0	. Autres créanciers	430 523	470 581		
<b>CREANCES DEL'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>16 429 557</b>	<b>8 645 782</b>	<b>7 783 775</b>	<b>7 500 720</b>	. Comptes de régularisation passif	1 764 165	1 610 381		
. Fournisseurs Débiteurs, avances et acomptes	11 046	0	11 046	11 112	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>1 055 726</b>	<b>4 747 496</b>		
. Clients et comptes rattachés	14 594 224	8 323 183	6 271 041	6 203 987	<b>ECART DE CONVERSION-PASSIF (Eléments circulants) (H)</b>	<b>80 725</b>	<b>38 685</b>		
. Personnel	3 771	0	3 771	14 402	<b>Total II (F+G+H)</b>	<b>14 162 517</b>	<b>17 999 863</b>		
. Etat	560 205	0	560 205	449 251	<b>TRESORERIE-PASSIF</b>	<b>11 050 780</b>	<b>10 238 446</b>		
. Comptes d'associés	0	0	0	0	. Crédit d'escompte	0	0		
. Autres débiteurs	1 235 567	322 599	912 969	801 242	. Crédit de trésorerie	0	0		
. Comptes de régularisation Actif	24 743	0	24 743	20 725	. Banques (soldes créditeurs)	11 050 780	10 238 446		
<b>TITRES ET VALEURS DEPLACEMENT (H)</b>	<b>131 611</b>	<b>0</b>	<b>131 611</b>	<b>129 922</b>	<b>Total III</b>	<b>11 050 780</b>	<b>10 238 446</b>		
<b>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)</b>	<b>35 510</b>	<b>0</b>	<b>35 510</b>	<b>51 786</b>	<b>TOTAL GENERAL I-II-III</b>	<b>39 841 922</b>	<b>41 505 461</b>		
(Eléments circulants)	35 510	0	35 510	51 786					
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>16 809 914</b>	<b>8 758 154</b>	<b>8 051 761</b>	<b>7 855 517</b>					
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>	<b>554 212</b>	<b>0</b>	<b>554 212</b>	<b>213 687</b>					
. Chèques et valeurs à encaisser	0	0	0	0					
. Banques, T.G. ET C.C.P.	551 555	0	551 555	211 289					
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	2 657	0	2 657	2 398					
<b>TOTAL III</b>	<b>554 212</b>	<b>0</b>	<b>554 212</b>	<b>213 687</b>					
<b>TOTAL GENERAL I-II-III</b>	<b>115 338 605</b>	<b>75 496 683</b>	<b>39 841 922</b>	<b>41 505 461</b>					

## Compte de produits et charges en milliers de dirhams

### EXERCICE DU 01/01/20 AU 31/12/20

	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX AU 31/12/2019
	Propres à l'exercice	Exercices précédents		
<b>I- PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	21 096 060	0	21 096 060	21 422 198
Ventes de marchandises (en l'état)	424 294	0	424 294	350 898
Ventes de biens et services produits	19 864 933	0	19 864 933	20 628 008
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 289 226</b>	<b>0</b>	<b>20 289 226</b>	<b>20 978 906</b>
Variation des stocks de produits	0	0	0	0
Immobilisations produites par l'Entreprise pour elle-même	0	0	0	0
Subventions d'exploitation	0	0	0	0
Autres produits d'exploitation	25 433	0	25 433	27 715
Reprises d'exploitation; Transferts de charges	781 401	0	781 401	415 577
<b>TOTAL I</b>	<b>21 096 060</b>	<b>0</b>	<b>21 096 060</b>	<b>21 422 198</b>
<b>II- CHARGES D'EXPLOITATION</b>	12 846 696	0	12 846 696	13 291 437
Achats revendus de marchandises	554 477	0	554 477	568 844
Achats consommés de matières et fournitures	3 115 886	0	3 115 886	3 379 494
Autres charges externes	2 537 575	0	2 537 575	2 751 695
Impôts et Taxes	286 362	0	286 362	228 309
Charges de personnel	2 108 018	0	2 108 018	2 182 623
Autres charges d'exploitation	2 540	0	2 540	2 540
Dotations d'exploitation Amortissement	3 502 875	0	3 502 875	3 564 746
Dotations d'exploitation Provision	738 963	0	738 963	613 187
<b>TOTAL II</b>	<b>12 846 696</b>	<b>0</b>	<b>12 846 696</b>	<b>13 291 437</b>
<b>III- RESULTAT D'EXPLOITATION I-II</b>	<b>8 249 364</b>	<b>0</b>	<b>8 249 364</b>	<b>8 130 761</b>
<b>IV- PRODUITS FINANCIERS</b>	1 417 233	0	1 417 233	1 580 551
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	942 932	0	942 932	958 413
Gains de change	294 632	0	294 632	320 649
Intérêts et autres produits financiers	106 866	0	106 866	213 522
Reprises financières; Transferts de charges	72 803	0	72 803	87 967
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 417 233</b>	<b>0</b>	<b>1 417 233</b>	<b>1 580 551</b>
<b>V- CHARGES FINANCIERES</b>	667 653	0	667 653	637 364
Charges d'intérêts	348 950	0	348 950	295 455
Pertes de change	267 044	0	267 044	268 811
Autres charges financières	775	0	775	295
Dotations financières	50 884	0	50 884	72 803
<b>TOTAL V</b>	<b>667 653</b>	<b>0</b>	<b>667 653</b>	<b>637 364</b>
<b>VI- RESULTAT FINANCIERS IV - V</b>	<b>749 580</b>	<b>0</b>	<b>749 580</b>	<b>943 187</b>
<b>VII- RESULTAT COURANT III + VI</b>	<b>8 998 945</b>	<b>0</b>	<b>8 998 945</b>	<b>9 073 947</b>
<b>VIII- PRODUITS NON COURANTS</b>	5 129 924	2	5 129 926	546 077
Produits des cessions d'immobilisations	4 901	0	4 901	7 493
Subventions d'équilibre	0	0	0	0
Reprises sur subventions d'investissement	0	0	0	0
Autres produits non courants	71 602	2	71 604	234 831
Reprises non courantes; transferts de charges	5 053 421	0	5 053 421	303 753
<b>TOTAL VIII</b>	<b>5 129 924</b>	<b>2</b>	<b>5 129 926</b>	<b>546 077</b>
<b>IX- CHARGES NON COURANTES</b>	5 584 046	27	5 584 073	3 972 217
V.N.A des immobilisations cédées	3 578	0	3 578	30 020
Subventions accordées	0	0	0	0
Autres charges non courantes	5 005 053	27	5 005 080	225 309
Dotations Réglementées	0	0	0	0
Dotations non courantes aux amortissements & provisions	575 415	0	575 415	3 716 888
<b>TOTAL IX</b>	<b>5 584 046</b>	<b>27</b>	<b>5 584 073</b>	<b>3 972 217</b>
<b>X- RESULTAT NON COURANT VIII - IX</b>	<b>-454 123</b>	<b>-24</b>	<b>-454 147</b>	<b>-3 426 140</b>
<b>XI- RESULTAT AVANT IMPOTS VII + X</b>	<b>8 544 822</b>	<b>-24</b>	<b>8 544 797</b>	<b>5 647 807</b>
<b>XII- IMPOT SUR LES SOCIETES</b>	<b>2 296 379</b>	<b>0</b>	<b>2 296 379</b>	<b>2 388 514</b>
<b>XIII- RESULTAT NET XI - XII</b>	<b>6 248 443</b>	<b>-24</b>	<b>6 248 419</b>	<b>3 259 293</b>
<b>XIV- TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)</b>	<b>27 643 217</b>	<b>2</b>	<b>27 643 219</b>	<b>23 548 826</b>
<b>XV- TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)</b>	<b>21 394 774</b>	<b>27</b>	<b>21 394 801</b>	<b>20 289 533</b>
<b>XVI- RESULTAT NET (total des produits-total d)</b>	<b>6 248 443</b>	<b>-24</b>	<b>6 248 419</b>	<b>3 259 293</b>

- Le chiffre d'affaires de Maroc Telecom réalisé en 2020 s'établit à 20 289 millions de dirhams, en baisse de 3,3% par rapport à 2019.
- Avec un résultat avant impôt de 8 545 millions de dirhams et un impôt sur les sociétés de 2 296 millions de dirhams, le résultat net ressort à 6 248 millions de dirhams, en hausse de 91,7%.

Par ailleurs, Maroc Telecom annonce que son rapport financier annuel est disponible sur le site de la société à l'adresse suivante : <https://www.iam.ma/groupe-maroc-telecom/communication-financiere/information-reglementee/communiques-de-presse.aspx?fiche=8#>

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020  
AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE**

**Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Itissalat Al-Maghrib S.A (la « société » ou « IAM »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2020, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 14 603 256 milliers dont un bénéfice net de Dirhams 6 248 419 milliers.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire le 26 janvier 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Itissalat Al-Maghrib S.A au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
<p><b>Reconnaissance du chiffre d'affaires des activités de télécommunication</b> Le montant du chiffre d'affaires dans les états de synthèse au 31 décembre 2020 s'élève à Dirhams 20 289 226 milliers. Il existe un risque inhérent à la reconnaissance du chiffre d'affaires comptabilisé, compte tenu de la multitude des produits et des services, de la complexité des systèmes d'information et de l'impact de l'évolution des modèles de tarification (structures tarifaires, systèmes d'incitation, rabais, etc.). L'application des normes comptables de reconnaissance des revenus implique un certain nombre de jugements et d'estimations clés. De ce fait, nous considérons le chiffre d'affaires issu des activités de télécommunication comme une question clé de notre audit. Les méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont détaillées dans l'état A1 des Etats d'Informations Complémentaires (ETIC).</p>	<p>Nous avons, avec l'assistance de nos spécialistes IT (Information Technology), procédé à un examen des processus et des contrôles clés mis en place par la société y compris les systèmes informatiques utilisés aux fins de la reconnaissance du chiffre d'affaires. En particulier, nous avons : - Pris connaissance de l'environnement de contrôle général, notamment informatique, mis en place par la société ; - Identifié et évalué les contrôles clés mis en place par la société et pertinents pour notre audit ; - Testé le fonctionnement des contrôles pertinents, notamment sur les systèmes applicatifs entrant dans le processus de génération, d'évaluation et de comptabilisation du chiffre d'affaires ; - Réalisé des procédures analytiques et testé un échantillon d'écritures manuelles en fin de période.</p>
<p><b>Évaluation des titres de participations</b> Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de Dirhams 11 562 429 milliers. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur actuelle. Comme indiqué dans la note A1-4 de l'ETIC, la valeur actuelle est estimée par la direction par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant le cas échéant rectifiée pour tenir compte notamment des perspectives de développement et de la performance de ces participations. L'estimation de la valeur actuelle de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (capitaux propres notamment), et/ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité notamment). Dans ce contexte, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à effectuer un examen du processus d'évaluation des titres de participation et des éléments chiffrés utilisés. Nous avons notamment : - Obtenus les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées et apprécié leur cohérence avec les données prévisionnelles établies par la direction ; - Vérifié la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique prévalant à la clôture ; - Comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ; - Vérifié le cas échéant que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les éventuelles réévaluations opérées sur ces capitaux propres sont documentées de manière appropriée.</p>

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.